

# Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques?

## Table des matières

1.	Qu'est-ce qui pousse les individus à s'engager dans les sociétés démocratiques ? .....	1
1.1.	L'engagement peut prendre différentes formes dans les sociétés démocratiques contemporaines.	1
1.1.1.	Les formes conventionnelles ou traditionnelles de l'engagement existent toujours. ...	1
1.1.2.	De nouvelles modalités d'engagement se développent. ....	2
1.2.	Les ressorts de l'engagement politique individuel peuvent être de différentes natures. ....	3
1.2.1.	Il est possible de dépasser le paradoxe de l'action collective. ....	3
1.2.2.	Ce Dépassement repose sur des avantages à s'engager, et sur des opportunités politiques.	3
2.	Quels sont les facteurs collectifs de cet engagement ? .....	5
2.1.	Certaines variables sociodémographiques expliquent la force de l'engagement. ....	5
2.1.1.	Les catégories socioprofessionnelles et le niveau de diplôme sont des marqueurs sociologiques de l'engagement politique. ....	5
2.1.2.	Désormais, âge, génération et sexe déterminent aussi largement l'engagement politique.	5
2.2.	On assiste à un foisonnement d'enjeux de la mobilisation politique. ....	7
2.2.1.	Ce foisonnement repose sur la diversité des acteurs et leurs transformations récentes.	7
2.2.2.	Les objets et répertoires de l'action politique sont aussi très variés. ....	8

## 1. Qu'est-ce qui pousse les individus à s'engager dans les sociétés démocratiques ?

### 1.1. L'engagement peut prendre différentes formes dans les sociétés démocratiques contemporaines.

#### 1.1.1. Les formes conventionnelles ou traditionnelles de l'engagement existent toujours.

**L'engagement politique** désigne simplement les différentes actions ou comportements que les citoyens peuvent choisir d'utiliser pour exprimer une opinion relative à une situation politique. Les formes d'engagement peuvent être diverses, chacun pouvant interpréter l'efficacité de son engagement, et préférer des modalités de participation politiques plutôt que d'autres. Parfois, on distingue des formes d'engagements plus individuelles et celles qui conduisent à des actions plus collectives.

Vous l'avez observé en spécialité de première, le **vote** est une première forme d'engagement politique, et vous vous souvenez normalement que les choix électoraux sont encore fortement liés à des facteurs socio-démographiques (on parle parfois de **variables lourdes** du comportement électoral). Le vote combine un choix individuel (sa préférence électorale), et une forme d'engagement citoyen collectif (l'adhésion à l'idée que la démocratie est la forme de gouvernement que l'on souhaite), et c'est pourquoi, souvent, on

insiste sur le caractère rituel de ce vote : les électeurs vont exprimer un choix électoral personnel dans le secret de l'isoloir, en respectant une série de codes collectifs, comme présenter sa carte électorale, poser son scrutin et attendre la formule « a voté » que dira le scrutateur. Le vote reste donc bien la première forme d'engagement dans les sociétés démocratiques.

Bien évidemment, bien d'autres formes d'engagement en lien avec les choix politiques existent, notamment en lorsque l'on souhaite s'investir plus fortement et militer. Le **militantisme politique** permet d'afficher ses opinions et préférences partisans en soutenant plus activement un parti, et notamment en participant aux activités politiques proposées par ce parti. Le militantisme débute par l'adhésion, puis se développe à différentes échelles, selon le temps et les moyens que l'on souhaite y consacrer (tractage, porte à porte, collage d'affiche, participation aux meetings, etc.). Après le soutien et les aides matérielles, certains militants peuvent aussi s'engager plus fortement jusqu'à se présenter aux élections politiques et ensuite exercer un mandat électif. Dans la plupart des sociétés démocratiques contemporaines, l'engagement militant est cependant en déclin et les partis politiques ont du mal à mobiliser autour d'eux des adhérents pour leurs activités usuelles.

Les organisations syndicales étant des institutions qui ont une influence sur les acteurs politiques et qui participent partiellement à l'élaboration des décisions politiques, il est naturel de considérer que le **militantisme syndical** est aussi une forme d'engagement politique. Dans les démocraties, les syndicats mobilisent ainsi leurs adhérents et sympathisants pour créer les conditions d'une négociation favorable à leurs revendications. Le militantisme syndical, c'est participer aux manifestations, faire grève, mais aussi convaincre les salariés autour de soi de rejoindre son syndicat, s'investir dans les instances du syndicat ou les lieux de la négociation dans l'entreprise. Vous le savez sans doute, le militantisme syndical est plus rare désormais, et les syndicats peinent aujourd'hui à renouveler leurs adhérents.

### 1.1.2. De nouvelles modalités d'engagement se développent.

Si les formes traditionnelles de l'engagement politique sont moins utilisées par les populations, c'est aussi sans doute parce que nouvelles formes de participation se sont développées, souvent aux marges du champ politique habituel.

Cela peut vous concerner directement : peut-être adhérez-vous à une **association**, dont l'objectif est la protection de l'environnement, le soutien aux plus démunis, un projet local, etc. Votre engagement associatif vous occupe une partie de votre temps libre et vous avez le sentiment d'être utile, à votre niveau, à la collectivité. Pourquoi cet engagement peut être considéré comme politique ? Parce qu'il défend une cause, il exprime une revendication impliquant la cité politique, et que vous menez des actions pour populariser votre association... Dès lors qu'elles expriment une préoccupation politique (au sens large), ces activités constituent bien des formes d'engagement politique.

Vous pouvez aussi exprimer des préoccupations politiques, au quotidien, en consommant. C'est le cas lorsque vous choisissez de consommer un produit éthiquement responsable, plus local, ou respectueux de l'environnement par exemple. Cette **consommation engagée** traduit la volonté des citoyens d'exprimer directement, par leurs choix marchands ou par leurs modes de vie, des positions politiques. La consommation engagée peut prendre différentes formes. Vous pouvez faire des choix de consommation spécifique (par exemple ne consommer que de produits vegans -on peut même parler de boycott), ou choisir de ne pas consommer certaines marques ou produits par conviction (c'est le plus classique boycott).

Avec toutes ces actions et pratiques différentes, vous avez compris que l'engagement politique peut prendre des formes très variées, qui correspondent aux attentes et capacités des citoyens dans les

sociétés démocratiques. Mais il doit aussi exister des freins à l'engagement, ce qui peut expliquer que tout le monde ne s'engage pas, ou en tout cas pas de manière régulière et continue.

## 1.2. Les ressorts de l'engagement politique individuel peuvent être de différentes natures.

### 1.2.1. Il est possible de dépasser le paradoxe de l'action collective.

S'engager ne va en effet pas de soi, et on peut même constater un **paradoxe de l'action collective** : l'existence objective d'un groupe d'individus aux intérêts communs n'entraîne pas automatiquement l'apparition d'actions collectives, bien au contraire, ce qu'a bien montré M. Olson dans son fameux ouvrage «*Les Logiques de l'action collective*». Par ailleurs, on constate souvent qu'à mesure que la taille du groupe augmente, la probabilité d'action commune décline. Comment expliquer ce paradoxe ? Tout semble dépendre d'une analyse coût/avantage (utilitariste) de la participation individuelle à l'action collective : à mesure que la taille du groupe mécontent progresse, la non-participation devient plus rentable. En effet, l'individu profite alors des éventuelles actions d'autrui, sans avoir lui-même à se dépenser en temps ou en argent. L'engagement se traduit en effet par des coûts monétaires : la perte d'un revenu pour fait de grève, les dépenses pour se rendre sur les lieux des manifestations, les dons lors des collectes de fonds préparatoires aux actions, etc. Les coûts ne sont par ailleurs pas seulement économiques : il faut aussi penser aux contraintes sociales de l'engagement, comme la difficulté d'entrer en conflit avec les autres, les efforts d'argumentations que l'on doit faire pour mobiliser autour de soi, le temps que cela représente, etc. La stratégie la plus efficace du point de vue individuel est donc bien souvent celle du **passager clandestin** ou *free rider*... Pour le présenter simplement, il existe une stratégie plus rentable encore que la mobilisation : regarder les autres se mobiliser ! C'est le cas classique du non-gréviste qui bénéficie de la hausse de rémunération conquise par la grève sans avoir subi les retenues de salaires.

Seul problème : lorsque chacun raisonne de la sorte, il n'y a pas d'action collective possible. C'est en particulier une explication possible de la baisse de la conflictualité de travail et de la difficulté de mener des mouvements sociaux dans la durée.

Il est pourtant possible de sortir de ce paradoxe, à condition bien sûr de l'avoir identifié et donc de proposer des avantages en plus à ceux qui s'engagent, de manière à contrebalancer la tendance à agir en individualiste.

### 1.2.2. Ce Dépassement repose sur des avantages à s'engager, et sur des opportunités politiques.

Il existe en effet plusieurs manières de limiter le comportement opportuniste des acteurs sociaux. C'est d'ailleurs ce que note Olson lui-même, qui a enrichi son modèle avec la notion d'**incitations sélectives** : il s'agit de l'ensemble des bénéfices de l'action collective, réservé aux seuls participants et/ou des coûts supplémentaires imposés aux non-participants. Ces incitations sélectives peuvent être créées de manière à rapprocher les comportements individuels de ce que serait, dans l'idéal, la rationalité d'un groupe doté d'une volonté collective. Cela revient donc à abaisser les coûts de la participation à l'action ou à augmenter ceux de la non-participation. Les incitations sélectives sont de nature très diverses : des prestations sociales directes et des avantages économiques accordés aux membres de l'organisation qui mobilise, des formes de contraintes qui s'exercent sur les non participants, etc. L'existence d'incitations sélectives a notamment été mise en évidence dans le cas de l'action syndicale. Tout d'abord, la mise en place de piquets de grève et l'attitude dédaigneuse vis-à-vis des « jaunes » (ceux qui ne font pas grève et qui passent devant le piquet de grève) peut avoir un effet dissuasif : celle constitue une sorte de coût social supplémentaire pour les non-grévistes. Ensuite, l'incitation sélective la plus efficace reste celle mise

en place par certains syndicats, des dockers ou du secteur livre en France notamment, d'une sorte de monopole sur les embauches (par des recommandations par exemple). Au-delà du contrôle formel de l'embauche, les syndicats de dockers pouvaient aussi exiger de leurs membres qu'ils refusent de faire équipe avec un docker non syndiqué. S'ajoutent enfin à cela des incitations plus positives : visites aux syndiqués hospitalisés, collectes au profit des victimes d'accidents du travail et de leurs familles... Dans d'autres pays, la présence d'un syndicalisme de service permet aussi de fournir des incitations sélectives : par exemple, en Belgique, les prestations chômage sont principalement versées par des syndicats à leurs membres. Et vous connaissez aussi sans doute le pouvoir historique du syndicat des routiers américains (les *teamsters*) dirigé longtemps par Jimmy Hoffa...

Vous l'imaginez bien, les gains matériels que peut proposer éventuellement une organisation à ses membres ne suffit pas pour expliquer l'engagement politique. Au-delà d'un strict calcul coûts-avantages matériels, l'engagement dans l'action collective peut aussi procurer des **rétributions symboliques** : des satisfactions d'ordre moral ou identitaire, comme par exemple de l'estime de soi, le plaisir de lutter ensemble, le sentiment de défendre une cause juste, la fierté d'agir en conformité avec ses valeurs... L'attachement à la cause, la satisfaction de défendre ses idées, constituent donc bien des formes de rétribution de l'activité politique : dans une organisation, il y a aussi de la camaraderie, de la solidarité, de la cohésion, et un sentiment d'identification à un groupe... Il faut aussi penser aux joies de la victoire, aux réconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels, aux réunions où se retrouvent les vieux amis pour de longues discussions passionnées... L'engagement politique peut aussi donner une sorte de respectabilité sociale et modifier la position sociale des individus : celui qui s'engage peut devenir un leader d'opinion, que l'on écoute.

Enfin, il faut tenir compte de ce que l'on appelle la **structure des opportunités politiques**. Le fait de se mobiliser, nous l'avons vu, ne va pas de soi. Et il ne suffit pas d'être mécontent pour se mobiliser. Le mouvement récent des gilets jaunes l'a montré : à ses débuts, une large majorité de la population le trouvait justifié, sans que pour autant tout le monde ne se mobilise ou participe. Le mouvement a réussi à perdurer, mais en se délitant petit à petit et sans effet véritable sur la société au final. Cet exemple montre que l'existence et le succès d'une mobilisation dépendent notamment du contexte politique et social, qui va influencer le déclenchement d'une action collective et qui en conditionne le succès. Ce sont donc ici des conditions plus structurelles qui déterminent la capacité à s'engager. Cette structure des opportunités politiques se compose de plusieurs éléments, et on peut particulièrement repérer :

- le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques (c'est-à-dire leur caractère plus ou moins démocratique, et notamment l'existence d'un droit de vote ou de manifestation) : il sera plus dur de s'engager quand les conditions politiques ne le permettent pas et que le pouvoir réprime les manifestations par exemple. C'est le cas dans les régimes autoritaires, bien évidemment.
- la stabilité ou l'instabilité des « alignements politiques » (c'est-à-dire le poids des différentes forces politiques existantes et leur plus ou moins grande affinité avec les revendications portées par les mouvements sociaux) : l'engagement peut paraître plus efficace si des élus politiques peuvent relayer les revendications et les faire passer dans l'agenda politique. Par exemple, les mouvements écologiques ont d'autant plus de capacité à se mobiliser que des élus écologistes pourront les accompagner par des lois.
- le degré de cohésion ou de division au sein des élites politiques, qui détermine la capacité des mouvements sociaux à trouver des alliés influents : avec une forte dispersion des organisations

politiques ou syndicales, il sera plus dur de se mobiliser ou de trouver des accords pour lancer l'action politique. Ainsi, en France, la forte division des syndicats entre eux semble bien être un frein.

- la réaction de l'État face à la contestation (et l'usage ou non de la répression de l'action collective). Dans certains cas, y compris dans les démocraties, l'Etat peut choisir de ne pas tenir compte des actions de revendication, ce qui limite bien évidemment les volontés d'engagement dans la durée...

L'influence des changements dans la **structure des opportunités politiques** est souvent mentionnée comme une explication de l'émergence du mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 1950 et 1960 : de nouveaux leaders afro-américains sont apparus pile au moment où des élus démocrates mais aussi républicains pouvaient les écouter, et qu'une partie de la jeunesse blanche américaine soutenait les revendications des noirs américains.

## 2. Quels sont les facteurs collectifs de cet engagement ?

### 2.1. Certaines variables sociodémographiques expliquent la force de l'engagement.

#### 2.1.1. Les catégories socioprofessionnelles et le niveau de diplôme sont des marqueurs sociologiques de l'engagement politique.

L'engagement politique n'est pas que le résultat de comportements individuels détachés des groupes auxquels on appartient : lorsque l'on observe quels types de population s'engagent, on s'aperçoit que certains facteurs socioprofessionnels apparaissent explicatifs. C'est particulièrement vrai pour les **catégories socioprofessionnelles** et le **diplôme** en France.

Ainsi, certaines **catégories socioprofessionnelles** s'investissent plus que d'autres dans l'action politique : on le mesure le plus souvent par l'adhésion à une association ou à un parti politique (sans doute parce que repérer les PCS des participants à une manifestation sera plus difficile...). Les différences observées s'expliquent sans doute dans ce cas par des formes de **socialisation secondaire** dans le cadre du travail, mais aussi par des capacités et compétences initiales qui ont fait que l'on obtenu tel ou tel statut social: prendre la parole en public, écrire, planifier des actions collectives... De fait, les PCS qui se situent en haut de l'espace social sont souvent surreprésentées parmi les adhérents aux associations, syndicats et partis politiques. En France particulièrement, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont plus souvent syndiqués que les autres groupes socioprofessionnels et sont plus nombreux dans les partis politiques. L'enquête SRCV2 (Statistiques sur les Ressources et Conditions de Vie) de 2016 montre ainsi que 9% des cadres et professions intellectuelles supérieures sont syndiqués, contre 7% des employés et 5,6% des ouvriers. Contrairement à une idée préconçue, les employés et les ouvriers sont donc moins souvent engagés syndicalement. On peut aussi noter que les professions indépendantes (agriculteurs et artisans commerçants chefs d'entreprise) représentent une proportion d'adhérents plus importante que leur poids relatif dans la population totale.

Pour ce qui est du **diplôme**, la règle semble malheureusement assez simple : plus le diplôme est élevé, plus l'engagement politique est important. Ainsi d'après l'INSEE en 2013, si le taux d'adhésion à une association est de 20% pour les non diplômés, il passe à 55% pour ceux disposant d'un diplôme supérieur au Bac. A l'évidence, ces variables socioprofessionnelles sont liées au niveau de vie... mais aussi à des positions sociales dans la stratification sociale.

#### 2.1.2. Désormais, âge, génération et sexe déterminent aussi largement l'engagement politique.

Aux données socioprofessionnelles s'ajoutent désormais d'autres variables, plus démographiques : il existe des liens entre **âges**, **générations**, **sexe** et engagement ou militantisme politique. Il semble en

premier lieu exister des âges plus propices à l'engagement politique que d'autres, même s'il est difficile d'établir avec certitude une corrélation entre âge et investissement politique.

- Vous l'avez sans doute observé directement : dans les meetings politiques ou les manifestations syndicales classiques, la proportion de cheveux blancs semble assez importante... C'est que l'engagement politique traditionnel est encore largement associé aux catégories plus âgées, installées et stable professionnellement. Les plus jeunes délaissent en général ces formes d'actions ou d'engagements traditionnels. On le voit notamment dans les syndicats : si 3,7% des salariés de moins de 30 ans sont syndiqués en 2016, c'est le cas de 9,3% des trentenaires, et de 14,9% des salariés âgés de 50 ans et plus.

- Par contre, les plus jeunes font toujours l'expérience de la mobilisation et de la contestation, souvent dans le cadre des études supérieures. Cela peut commencer dès le lycée, lorsqu'on se mobilise contre une réforme ou pour obtenir de meilleures conditions d'enseignement, puis cela se poursuit en Université, où l'engagement et les questions politiques peuvent passionner de nombreux étudiants. La plupart du temps, on observe que cette forme d'engagement est plus éphémère, peu encadrée, mais aussi souvent pour des motifs plus concrets. Les valeurs ne sont pas oubliées pour autant ! Les plus jeunes s'intéressent particulièrement aux questions climatiques par exemple (voir le chapitre « [Quelle action publique pour l'environnement ?](#) »).

Il faut cependant toujours se demander s'il s'agit d'un effet d'âge ou d'un effet de **génération** : l'effet âge signifie que le comportement étudié est spécifique à une tranche d'âge et que chaque population atteignant cette tranche aura un comportement similaire. L'effet génération quant à lui signifie que le comportement étudié est spécifique à une génération, qui va conserver ce comportement en progressant en âge. C'est donc l'ensemble d'une cohorte de personnes qui aura un même comportement politique. Ainsi, certaines générations ont été marquées par un engagement politique plus important, du fait de conditions conjoncturelles particulières. Par exemple, bien que cela soit un peu ancien pour vous, vous devez sans doute avoir entendu parler des soixante-huitards, cette génération qui a connu les manifestations étudiantes de 1968 en France. Pour cette génération, plusieurs idéaux ont été forgés dans la lutte (la liberté -notamment la liberté sexuelle-, l'égalité, la reconnaissance des différences, etc.) et ces idéaux ont constitué des repères pour toute la vie des soixante-huitards. Le phénomène n'a pas été que français : Dans de nombreux pays développés, en Allemagne, aux Etats-Unis, dans les pays de l'Est, de jeunes baby-boomers, issus de la génération née après la Seconde Guerre mondiale, ont voulu en finir avec un monde corseté et trop rigide.

Le **sexe** est aussi une variable démographique déterminante de l'engagement. D'abord parce que l'engagement politique reste plutôt masculin, ancré dans une pratique ancienne de la vie politique marquée par un combat « viril » sur la scène politique. Il y a donc encore une sous-représentation des femmes en politiques que ce soit à l'échelle de la participation militante ou de l'élue. Cependant, cette situation semble évoluer favorablement, notamment depuis les lois sur la parité, qui imposent sur les scrutins de listes une égalité homme femme parfaite et qui sanctionnent les partis ne présentant pas assez de femmes sur les scrutins uninominaux. Il faut aussi noter que l'engagement associatif est plutôt féminin : si l'on se focalise sur les associations les plus directement liées à un engagement de type politique, on peut constater que les femmes sont plus fréquemment que les hommes adhérentes d'une association relevant de l'action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative ou de la défense de droits et d'intérêts communs. Enfin, dernière particularité plus récente, il y a un essor de l'engagement politique des femmes centré sur la défense de la condition féminine (avec de nouvelles associations féministes par exemple).

## 2.2. On assiste à un foisonnement d'enjeux de la mobilisation politique.

### 2.2.1. Ce foisonnement repose sur la diversité des acteurs et leurs transformations récentes.

Il faut désormais expliquer qu'il y a eu des transformations des acteurs de la mobilisation politique pour comprendre comment cela a pu influencer les formes collectives de participation à la vie politique. Une action collective émerge en effet rarement de manière spontanée et la mobilisation politique repose d'abord sur des organisations plus ou moins institutionnalisées du champ politique : les **partis politiques**, les **syndicats**, les **associations** et **groupements** d'intérêt sont les acteurs de l'action collective. Ces organisations ont évolué, certaines se développant quand d'autres ont plus de difficultés à exister

-Il y a tout d'abord les traditionnels **partis politiques**. La définition classique des partis retient en général plusieurs éléments: cette organisation partisane doit être durable, dense et ramifiée, et avec le souci de rechercher le soutien populaire pour exercer le pouvoir. Il y a bien sûr une diversité de partis, reflétant en premier lieu la diversité des opinions et des convictions : vous le savez, il est déjà possible de classer les partis sur un axe allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Cette logique a cependant moins d'intérêt aujourd'hui, et il est sans doute plus intéressant de repérer la place des partis en fonction de deux axes : un axe portant sur le type de modèle économique, allant d'une intervention forte des pouvoirs publics dans l'espace économique à un libéralisme prononcé ; un axe portant ensuite plus sur les valeurs de la société, certains partis étant plus conservateurs socialement et culturellement, quand d'autres seraient plus fondés à valoriser la liberté individuelle en matière de mœurs. On peut aussi organiser les partis par typologie : parti de cadre/parti de masse/parti « attrape tout »; ou selon des clivages plus classique Etat/Eglise, Rural/Urban, Centre/Périphérie, Travailleurs/Possédants, etc.

-Aujourd'hui les partis ne sont plus les seuls à montrer une forme d'engagement politique. Une partie de la société civile s'est organisée autour d'**associations**, de **syndicats**, de **groupements**, pour porter leurs idées, en rassemblant des citoyens autour de valeurs propres, pour les défendre et atteindre des buts communs.

Nous avons déjà parlé des **syndicats**, qui sont une première forme de société civile organisée, dont la fonction est la défense des salariés. Ces syndicats ont une fonction revendicative essentielle, de contestation sociale, mais ils sont aussi un relais institutionnel permettant de coopérer avec le pouvoir politique (c'est la logique de la représentativité des syndicats).

Les **associations** et **groupements** peuvent aussi fonctionner comme des groupes d'intérêt reconnus, qui ont parfois des contacts institutionnels fréquents avec le pouvoir politique. Contrairement aux associations, les groupements sont des formes plus informelles et moins structurées, ce qui en fait souvent des acteurs éphémères. Les actions collectives apparues à partir des années 1970 1980 reflètent bien la diversité des acteurs et leur transformation. Quatre mouvements sociaux ont notamment répertoriés à cette époque: les luttes étudiantes, régionales, antinucléaires et féministes. A chaque fois, leurs caractéristiques étaient de rassembler des groupes sociaux divers de manière continue ou plus épisodique, mais surtout de ne pouvoir complètement être institutionnalisées, car inscrit dans une dynamique sociale continuellement repensée : il n'y a jamais eu une seule association organisée pour un type d'action, mais plusieurs en général, et les groupements ont été très nombreux, avec des durées de vie assez courtes. C'est sans doute encore le cas pour les **actions collectives** récentes que vous connaissez bien :

- les actions politiques d'association pour faire reconnaître le bien-être animal comme L214, qui rend public des vidéos tournées dans des abattoirs,
- les groupements d'action autour des questions climatiques qui réussissent à organiser des marches pour le climat en s'appuyant sur la diffusion des informations sur les réseaux sociaux,
- les organisations de différentes associations et collectifs qui portent la question de l'accueil des migrants en France, etc.

On le voit bien, il y a une transformation des acteurs de l'action politique, avec plus de diversité : les syndicats et partis ne sont plus les seuls à agir dans le champ du politique.

### 2.2.2. Les objets et répertoires de l'action politique sont aussi très variés.

La transformation des acteurs est une partie d'un ensemble bien plus vaste : c'est parce que de nouveaux enjeux ou de nouvelles manières d'agir en politiques sont apparus que les acteurs se sont diversifiés !

Les **conflits de travail** portant sur des questions matérielles de rémunération ou de conditions de travail sont sensiblement moins fréquents, ce qui ne veut pas dire qu'ils disparaissent pour autant. Il faut aussi noter que les conflits de travail s'inscrivent de plus en plus dans des horizons plus vastes que le strict champ de l'entreprise : lorsque les syndicats luttent contre des réformes portant sur les retraites, ils posent aussi la question de ce que doit être la condition des seniors dans notre société par exemple. On constate en parallèle que des revendications politiques « post matérialistes » se sont développées. Ce sont alors de **nouveaux enjeux de la mobilisation** qui apparaissent : les besoins de base étant désormais satisfaits dans les sociétés occidentales, les revendications se déplacent vers des enjeux dit non matériels (c'est à dire non axés sur les niveaux de vie) : l'autonomie, la qualité de vie, l'identité... Ces demandes seraient renforcées par l'élévation du niveau d'éducation, qui favoriserait la participation politique. Aussi, l'apparition de nouvelles générations susciterait l'émergence de nouvelles revendications. Les nouveaux enjeux de la mobilisation seraient alors les révélateurs d'un dépassement de la société industrielle. Pour repérer ces enjeux ou ces mouvements sociaux, on peut essayer d'identifier trois critères :

- il faudrait repérer une identité collective : un groupe doit apparaître, et celui-ci doit posséder une conscience de son combat et de ses revendications,
- il faudrait ensuite que ce groupe soit dans une logique d'opposition en refusant une situation de domination sociale subie, en identifiant un « adversaire » à sa cause, etc.,
- enfin, il faudrait que ce groupe ait un projet de société universel, dépassant ses propres intérêts et définissant ses propres principes d'organisation de la vie en société. Par extension, on parlera donc de mouvements sociaux pour qualifier toute action collective revendicative en faveur d'une « cause » matérielle ou immatérielle.

Cela peut vous paraître bien conceptuel... cela sera plus concret avec un exemple comme celui de l'enjeu de la mobilisation féministe. Le groupe mobilisé est facilement repérable et a bien sa propre identité. Le principe d'opposition ne se fait évidemment pas contre les hommes, mais contre des institutions ou un cadre juridique qui ne reconnaît pas parfaitement les aspirations des féministes. Coté revendication, il y a un double objectif : faire progresser les droits des femmes, et notamment dans l'accès au travail et dans le choix de la procréation, mais aussi et surtout modifier les rapports entre les deux sexes, en vue d'atteindre une égalité totale entre hommes et femmes, sans domination des uns sur les autres. Le projet est donc bien la transformation en profondeur de la société, ce que l'on retrouve encore aujourd'hui, associé à de nouvelles formes (avec le mouvement #MeToo par exemple).

Les nouveaux enjeux de la mobilisation sont aujourd'hui très divers : on peut pointer les revendications portées par certains groupes homosexuels (accès à la reconnaissance du statut de parents par exemple, ou la demande de PMA pour toutes), les luttes en faveur des mal-logés, éventuellement les gilets jaunes depuis 2018 (avec beaucoup de précaution). Vous avez sans doute dans votre tête bien d'autres enjeux récents !

De plus, les **luttes minoritaires**, au sens de luttes portées par des minorités, se développent en France dans les années 2000. Une lutte minoritaire rassemble un groupe de personnes qui, en raison de leurs caractéristiques physiques ou culturelles, sont distinguées des autres dans la société dans laquelle ils vivent, par un traitement différentiel et inégal. Ils se considèrent donc en général comme faisant l'objet d'une discrimination collective. Dans ce cas, la mobilisation se fonde alors non sur une logique identitaire comme la défense de pratiques culturelles ou religieuses, mais en lien à une demande d'égalité de

traitement et de droit. En France par exemple, l'écho rencontré par le mouvement « Black lives matter » en 2020 traduit une certaine vivacité de ces luttes minoritaires. A cette occasion, des personnalités, des associations et collectifs rassemblant des populations noires ont porté des demandes d'égalité de traitement face à la loi (en pointant les contrôles de police au faciès...), dans l'accès à l'emploi (en mentionnant les discriminations à l'embauche...), ou encore une meilleure lisibilité dans l'espace médiatique. Il y a bien d'autres luttes minoritaires comme tous les mouvements de « sans » (sans papiers, sans logement, sans travail, etc.).

Avec ces nouveaux enjeux, les formes de l'action politique changent : les mobilisations diffèrent ainsi fréquemment des conflits de travail, et de leurs traditionnelles manifestations de rue. Les mouvements sociaux utilisent plus souvent les réseaux sociaux et les médias, pratiquent les pétitions, les boycotts, les *sitt-in*, etc. On dit que les **répertoires de l'action collective** évoluent. La notion de répertoire est associée à un auteur, Ch Tilly, qui voulait ainsi désigner l'ensemble des modes d'action utilisés en un lieu et à un moment donné par des acteurs protestataires. Le répertoire est une sorte de métaphore inspirée du théâtre: comme les musiciens et les acteurs, celles et ceux qui se mobilisent n'inventent pas leurs modes d'action à chaque fois qu'ils se mobilisent, mais puisent dans des répertoires limités et standardisés, en se les appropriant et les modifiant à la marge. Ainsi, les occupations de lieux publics lors d'une mobilisation ne sont pas une nouveauté. Mais occuper un rond-point est original. Tout comme s'installer dans un lieu dans la durée, comme le font les occupants des ZAD (les fameuses « zones à défendre »). Un second ensemble d'évolutions concerne le recours aux médias. Les actions menées par Sea Shepherd, Greenpeace ou encore les Femen montrent la capacité d'organisations militantes à proposer des formes de mobilisation dont l'impact dans l'opinion publique est extrêmement fort, avec peu de ressources humaines mobilisées.

L'engagement politique dans les sociétés contemporaines connaît donc une certaine vivacité, avec une vraie diversité et une transformation des objets de l'action collective.